



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Transports et Mobilités Durables

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Transports scolaires - Paiement par internet - Tarification

PRÉSENTS :

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphan CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Franck AMBROSINO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Richard STRAMBIO

Transmis le : 23 mai 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 29 mai 2015.

Depuis 2008, la Communauté d'Agglomération Dracénoise, propose aux usagers scolaires l'inscription et le paiement des cartes de transport par internet.

En 2014, 1 310 élèves ont été inscrits par internet et près de 400 ont payé par internet. Ce qui représente environ 10% des usagers scolaires qui optent pour ce moyen de paiement.

Le paiement sur internet apporte :

- une facilité et un confort pour l'utilisateur, qui n'a pas besoin de se déplacer ;
- un gain de temps dans le traitement des dossiers (estimé à environ 20h00 pour les 400 dossiers traités en 2014) ;
- une garantie des encaissements.

Ainsi, afin d'inciter en 2015 les usagers à privilégier ce moyen de paiement et améliorer le délai de traitement des dossiers, il est proposé d'appliquer une remise sur les tarifs scolaires de la gamme tarifaire.

Elle s'appliquera sous la forme d'une remise sur les frais liés au traitement des dossiers.

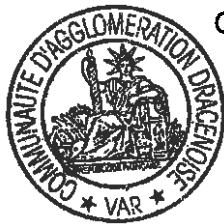
Une remise forfaitaire de 5€ est proposée sur les abonnements scolaires 2015-2016.

En conséquence et au vu l'avis de la commission Transports, Mobilités Durables et Accessibilité du 27 avril 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver la réduction applicable aux tarifs en vigueur (cf annexe 1) pour la rentrée scolaire 2015-2016.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.